

Table annuelle des jurisprudences parues dans VIGIE - ANNÉE 2016

RUBRIQUE	JURISPRUDENCE	NUMÉRO DE VIGIE
Statut général et dialogue social	Absence de transmission des fiches annuelles d'évaluation : responsabilité de l'État engagée pour faute simple du fait du non-respect de ses obligations en matière de gestion statutaire et de tenue de dossier individuel CE, 25 novembre 2015, n° 38322	n° 76 – janvier 2016
	Engagement de la responsabilité de l'État du fait du fonctionnement défectueux de la justice administrative CE, 23 décembre 2015, n° 385172	n° 77 – février 2016
	Autorité compétente pour rejeter une demande de création d'un comité technique CE, 25 janvier 2016, n° 387538	n° 78 – mars 2016
	Une sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de fonction prononcée à l'encontre d'un agent public n'a pas pour effet de le suspendre de l'exercice de ses mandats syndicaux et représentatifs, hormis les cas où la loi le prévoit CE, 5 février 2016, n° 396431	n° 78 – mars 2016
	Caractéristiques de la violation du secret professionnel suite à des révélations opérées dans le cadre d'un contrôle fiscal CCass, ch. Crim, 1er mars 2016, n° 14-87.577	n° 79 – avril 2016
	Caractère privé d'une boîte de réception électronique d'une messagerie personnelle laissée ouverte sur un ordinateur professionnel CCass, ch. civ., 17 mars 2016, n° 15-14577	n° 80 – mai 2016
	Un fonctionnaire susceptible de bénéficier de la protection fonctionnelle peut rechercher, à raison des mêmes faits, la responsabilité pour faute de la collectivité qui l'emploie CE, 20 mai 2016, n° 387571	n° 81 – juin 2016
	L'employeur est tenu envers ses salariés à une obligation de sécurité de résultat en matière de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans l'entreprise, notamment en matière de harcèlement moral CCass, ch. soc., 1er juin 2016, n° 14-19702 Le fonctionnaire qui, bénéficiant d'une décharge totale de service pour l'exercice d'une activité syndicale, est affecté, en cours de décharge, sur un nouvel emploi, a droit au bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire attachée à ce nouvel emploi CE, 27 juin 2016, n° 391825	n° 82 – juillet 2016

Statut général et dialogue social	Juge judiciaire et protection des lanceurs d'alerte CCass, ch. soc., 30 juin 2016, n° 15-10.557	
	Limitation au droit de grève dans les services publics CE, 6 juillet 2016, n° 390031 Absence de communicabilité des noms de fonctionnaires dont la divulgation porterait atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes CE, 11 juillet 2016, n° 392586 Pouvoir de l'autorité administrative appelée à statuer sur une demande d'autorisation de cumul d'activité CE, 27 juillet 2016, n° 395292	n° 83 – septembre 2016
	Rejet de la demande d'annulation du décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration CE, 26 septembre 2016, n° 391638 Associations professionnelles nationales de militaires et capacité à ester en justice contre un acte réglementaire relatif à la condition militaire CE, 26 septembre 2016, n° 393738 Déclaration d'inconstitutionnalité des conditions de détermination des critères de représentation syndicale au sein de la Caisse des dépôts et consignations Conseil Const., 5 octobre 2016, n° 2016-579	n° 84 – octobre 2016
	L'administration d'origine, en tant qu'autorité investie du pouvoir de nomination, est seule compétente pour mettre fin au détachement d'un fonctionnaire avant le terme fixé CE, 21 octobre 2016, n° 380433	n° 85 – novembre 2016
Statuts particuliers	Absence de transmission des fiches annuelles d'évaluation : responsabilité de l'État engagée pour faute simple du fait du non-respect de ses obligations en matière de gestion statutaire et de tenue de dossier individuel CE, 25 novembre 2015, n° 383220	n° 76 – janvier 2016
	GRAF : détermination des fonctions spécifiques correspondant à un niveau élevé de responsabilité au ministère de la défense CE, 17 février 2016, n° 390125	n° 78 – mars 2016
	Faculté de prévoir un examen psychotechnique dans un décret statutaire indépendamment de ces dispositions CE, 22 juillet 2016, n° 398318	n° 83 – septembre 2016

Statuts particuliers	Le principe d'autonomie des universités, s'il est consacré par l'article L. 711-1 du code de l'éducation, n'a pas, en revanche, de valeur constitutionnelle CE, 23 novembre 2016, n°395652	n° 86 – décembre 2016
Recrutement et formation	Rupture d'engagement de servir des élèves et anciens élèves des écoles normales supérieures : l'arrêté ministériel prévoyant un remboursement au-delà des traitements perçus est irrégulier CE, 27 janvier 2016, n° 383926	n° 77 – février 2016
	Le secret des délibérations des jurys ne fait pas obstacle à la communication des documents, élaborés en vue et au cours des délibérations, après la proclamation des résultats du concours en cause CE, 17 février 2016, n° 371453	n° 78 – mars 2016
	Obligation de motivation de l'avis défavorable rendu à l'occasion d'une procédure de recrutement d'un professeur d'université CE, 9 mars 2016, n° 391508	n° 79 – avril 2016
	L'absence de droit au reclassement du fonctionnaire stagiaire déclaré inapte à l'exercice de ses fonctions CE, 17 février 2016, n° 381429 Le ministre de l'éducation nationale n'est pas compétent pour prononcer le licenciement d'un professeur stagiaire CE, 4 mai 2016, n° 395367	n° 81 – juin 2016
	Recrutement dans la gendarmerie nationale : le test de détection d'éventuelles fragilités psycho-pathologiques n'est pas discriminatoire CCass, ch crim., 7 juin 2016, n° 15-80.827 Recevabilité de recours dirigés contre trois circulaires jugées impératives CE, 20 juin 2016, n° 389730	n° 82 – juillet 2016
	Le droit individuel à la formation ne peut être utilisé pour une formation sans rapport avec la situation professionnelle du fonctionnaire CE, 22 juillet 2016, n° 397345	n° 83 – septembre 2016
	Le principe général du droit obligeant l'administration à chercher à reclasser un agent avant de pouvoir le licencier ne s'applique pas aux fonctionnaires stagiaires dont l'emploi est supprimé CE, 5 octobre 2016, n° 386802 Les principes d'unité du jury de concours et d'égalité des candidats devant celui-ci impliquent que dans le cas où un membre du jury ne peut examiner l'un des candidats en raison du principe d'impartialité, il doit s'abstenir de participer au jury CE, 17 octobre 2016, 386400	n° 85 – novembre 2016

Recrutement et formation	L'exclusion des candidats âgés de plus de 35 ans d'un concours visant à recruter des agents de police destinés à assumer des fonctions opérationnelles et exécutives est compatible avec le droit de l'Union CJUE, 15 novembre 2016, C-258/15	n° 86 – décembre 2016
Carrières et parcours professionnels	<p>Conditions de reprise des agents affectés à un syndicat mixte après sa dissolution, lorsque le service pour lequel il avait été constitué est repris par un ou plusieurs membres de ce syndicat CE, 10 décembre 2015, n° 361666</p> <p>Droit au versement de l'allocation d'assurance prévue par le code du travail pour l'agent contractuel territorial involontairement privé d'emploi, même en cas d'annulation postérieure du licenciement par le juge administratif CE, 11 décembre 2015, n° 386441</p> <p>Régime juridique applicable aux agents victimes d'affections imputables au service et placés en congé de longue maladie ou en congé de longue durée CE, 18 décembre 2015, n° 374194</p> <hr/> <p>Accès d'un gendarme à la profession d'avocat par la voie dérogatoire et appréciation de la condition d'exercice d'activités juridiques pendant huit ans au moins CCass, 1ère civ., 14 janvier 2016, n° 15-10.159</p> <hr/> <p>Contrôle de la proportionnalité de la sanction disciplinaire prononcée à l'encontre d'un militaire CE, 25 janvier 2016, n° 391178</p> <p>Refus de poste par un fonctionnaire territorial à l'issue d'une période de disponibilité pour convenances personnelles et perte du bénéfice des allocations d'assurance chômage CE, 24 février 2016, n° 380116</p> <hr/> <p>Situation administrative d'un agent à l'encontre duquel est prononcée une interdiction judiciaire d'exercice des fonctions CE, 27 novembre 2015, n° 390793</p> <p>Contrôle de proportionnalité de la sanction disciplinaire prononcée à l'encontre d'un militaire à la gravité des fautes qui l'ont justifiée CE, 14 mars 2016, n° 389361</p> <p>Obligation du juge saisi de conclusions indemnitaires en raison d'une illégalité fautive d'un refus de promotion, de rechercher si l'intéressé a subi une perte de chance sérieuse d'être promu CE, 25 mars 2016, n° 386199</p> <hr/> <p>Sanction disciplinaire insuffisante et contrôle de proportionnalité du juge administratif CE, 6 avril 2016, n° 389821</p> <p>Un tiers ne dispose pas d'un droit à obtenir qu'un fonctionnaire ou agent public fasse l'objet d'une sanction disciplinaire CE, 6 avril</p>	<p>n° 76 – janvier 2016</p> <p>n° 77 – février 2016</p> <p>n° 78 – mars 2016</p> <p>n° 79 – avril 2016</p> <p>n° 80 – mai 2016</p>

Carrières et parcours professionnels	2016, n° 380570	
	Entretien préalable au licenciement d'une assistante maternelle et étendue du devoir d'information du conseil général l'employant CE, 30 mai 2016, n° 381274	n° 81 – juin 2016
	Un litige relatif au reclassement d'un militaire nommé dans la fonction publique civile au titre de la procédure d'accès aux emplois réservés relève de la compétence en premier et dernier ressort des tribunaux administratifs CE, 20 mai 2016, n° 375795	
	Violation du secret professionnel par un greffier de tribunal et office du juge en matière de sanction disciplinaire CE, 22 juin 2016, n° 383246	n° 82 – juillet 2016
	Cumul de poursuites et de sanctions devant la Cour de discipline budgétaire et financière Conseil Const., 1er juillet 2016, n° 2016-550	
	Rappel des modalités de réparation intégrale du préjudice effectivement subi par des agents du fait d'une éviction illégale du service CE, 19 août 2016, n° 393646	n° 84 – octobre 2016
	Modalités de prise en compte de l'indemnité de départ volontaire d'un fonctionnaire démissionnaire de la fonction publique pour le calcul du revenu de solidarité active demandé CE, 3 octobre 2016, n° 390796	
Le préjudice subi par un agent public illégalement révoqué du service n'est pas indemnisable s'il a commis des fautes dont la gravité justifie son éviction définitive du service CE, 5 octobre 2016, n° 380783	n° 85 – novembre 2016	
Droit du militaire faisant l'objet d'une mesure prise en considération de sa personne d'obtenir communication du dossier y compris des témoignages sur la base desquels elle a été prise CE, 23 novembre 2016, n° 397733	n° 86 – décembre 2016	

Rémunérations, temps de travail et retraite	<p>Le refus par un agent public en congé de maladie de se soumettre à un contrôle médical demandé par l'administration peut conduire celle-ci à mettre en œuvre la procédure de radiation des cadres pour abandon de poste CE, 11 décembre 2015, n° 375736</p> <p>Un fonctionnaire en situation de handicap ne perd pas le droit à majoration de sa pension au seul motif que son droit à pension a été ouvert à partir de l'âge de soixante ans ou à l'âge limite de son grade CE, 16 décembre 2015, n° 387624</p> <p>Départ anticipé à la retraite avec jouissance immédiate : méconnaissance du principe d'égalité en raison de l'exclusion des parents d'enfants handicapés ayant interrompu ou réduit leur activité après les trois ans de ces derniers, à la différence des parents l'ayant fait avant leurs trois ans CE, 16 décembre 2015, n° 387815</p>	n° 76 – janvier 2016
	<p>La législation chypriote désavantageant les travailleurs migrants en matière de droits à la retraite est contraire au droit de l'Union européenne CJUE, 26 janvier 2016, n° C 515/14</p> <p>Pas de renvoi au Conseil Constitutionnel de la question de la conformité aux droits et libertés garantis par la Constitution des dispositions relatives à la majoration de pension des agents de la fonction publique résidents outre-mer CE, 27 janvier 2016, n° 392479</p>	n° 77 – février 2016
	<p>Compétence du ministre, dans le respect de la compétence des chefs de service, pour édicter des instructions sur la gestion des crédits alloués pour les indemnités CE, 3 février 2016, n° 387363</p> <p>Fonctionnaire territorial pris en charge par le CNFPT et contribution versée par la collectivité ou l'établissement d'origine CE, 9 février 2016, n° 386601</p> <p>CNRACL : rachat des années d'études et validation des périodes de services effectuées en qualité d'agent contractuel CE, 12 février 2016, n° 382074</p> <p>Précisions sur le bénéfice de la bonification pour la retraite en faveur des professeurs de l'enseignement technique CE, 24 février 2016, n° 391261</p>	n° 78 – mars 2016
	<p>Heure supplémentaire des enseignants du second degré : des dispositions de la circulaire du 29 avril 2015 jugées impératives et contrevenant au décret en application duquel elles sont prises CE, 23 mars 2016, n° 391265</p>	n° 79 – avril 2016
	<p>L'enseignement de disciplines différentes justifie une différence de traitement dans l'attribution d'une réduction de service entre enseignants appartenant à même corps CE, 6 avril 2016, n° 385223</p>	n° 80 – mai 2016

Rémunérations, temps de travail et retraite	<p>Périodes d'apprentissage et de travail accomplies par un fonctionnaire avant l'âge de 18 ans et calcul du montant de pension de retraite CJUE, 16 juin 2016, n° C-159/15</p> <p>Plafonnement du cumul des revenus d'activité et de la pension des pensionnés ultramarins : exclusion de l'indemnité temporaire de retraite CE, 20 juin 2016, n° 393966</p> <p>Le Conseil d'État refuse de transmettre une QPC sur la monétisation du compte épargne temps des agents relevant de la fonction publique territoriale CE, 22 juin 2016, n° 395913</p>	n° 82 – juillet 2016
	<p>Calcul du délai raisonnable de jugement en cas de demande de révision d'une pension d'invalidité pour aggravation CE, 13 juillet 2016, n° 389760</p>	n° 83 – septembre 2016
	<p>La pré-rentree des enseignants ne relève pas du temps d'enseignement mais des missions liées au service d'enseignement CE, 30 août 2016, n° 387542</p>	n° 84 – octobre 2016
	<p>Régime de pensions des fonctionnaires de l'État détachés dans les institutions de l'Union européenne et libre circulation des travailleurs CJUE, 6 octobre 2016, n° C 466/15</p> <p>Les périodes de congé de maladie ne peuvent être prises en compte pour l'attribution à un fonctionnaire d'heures et de jours supplémentaires de repos au titre de la réduction du temps de travail CE, 19 octobre 2016, n° 386843</p> <p>Pas de renvoi au Conseil constitutionnel de la question relative à la conformité à la Constitution du dispositif de bonification pour enfant CE, 19 octobre 2016, n° 395562</p> <p>Le temps passé dans la réserve opérationnelle n'est pas pris en compte pour déterminer le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail CE, 19 octobre 2016, n° 392820</p>	n° 85 – novembre 2016

Rémunérations, temps de travail et retraite	Fonction publique territoriale et compte épargne temps : la collectivité a compétence liée pour refuser une demande d'indemnisation en l'absence de délibération autorisant cette possibilité CE, 23 novembre 2016, n° 395913	n° 86 – décembre 2016
Encadrement supérieur	L'arrêté ministériel instaurant une épreuve obligatoire de langue anglaise au concours de l'ÉNA n'est pas entaché d'erreur manifeste d'appréciation eu égard à la place de cette langue dans la société actuelle CE, 27 janvier 2016, n° 386771 Contrôle de la nomination d'un agent contractuel et appréciation de la nature des missions pour écarter la qualification d'emploi supérieur à la décision du Gouvernement CE, 27 janvier 2016, n° 384873	n° 77 – février 2016
	Prise en compte des fonctions antérieures de collaborateur de cabinet d'un agent contractuel, dans son reclassement dans le corps des conseillers des affaires étrangères à l'issue de sa scolarité à l'École nationale d'administration CE, 12 octobre 2016, n° 398544	n° 85 – novembre 2016
Agents contractuels de droit public	Aux termes de six années de services, l'agent public engagé par un contrat à durée déterminée conclu pour la mise en œuvre d'un programme de formation ne bénéficie pas du renouvellement de son contrat pour une durée indéterminée, conformément à la législation en vigueur CE, 16 décembre 2015, n° 389989	n° 76 – janvier 2016
	Démission d'un agent contractuel à la suite de modifications substantielles de son contrat : devoir du juge d'apprécier si l'acceptation de la démission doit être requalifiée en licenciement CE, 30 décembre 2015, n° 384308	n° 77 – février 2016
	Le juge administratif est tenu d'écarter les clauses irrégulières d'un contrat pour statuer sur un litige portant sur la reconnaissance des droits de l'agent contractuel en termes de rémunération CE, 30 mars 2016, n° 380616	n° 79 – avril 2016
	Fusion d'OPH et conséquence de l'annulation de l'éviction du service du directeur d'un des OPH fusionnés CE, 15 avril 2016, n° 384685	n° 80 – mai 2016
	L'incapacité d'un directeur à gérer ses agents est un motif de nature à justifier un licenciement pour insuffisance professionnelle CE, 20 mai 2016, n° 387105	n° 81 – juin 2016

Agents contractuels de droit public	Obligation pour l'employeur de reclasser un agent public en CDI atteint de manière définitive d'une inaptitude physique à exercer son emploi et, en cas d'impossibilité, de prononcer son licenciement CE, 13 juin 2016, n° 387373	n° 82 – juillet 2016
	Renouvellement des contrats des praticiens hospitaliers attachés CE, 16 juin 2016, n° 388461	
	Pas de méconnaissance du principe d'égalité entre agents contractuels et agents titulaires en matière de congé de maladie CE, 4 mai 2016, n° 389688 / conclusions de M. Vincent DAUMAS, rapporteur public	n° 86 – décembre 2016
Légistique et procédure contentieuse	L'irrégularité tirée de l'absence de mention de la production d'une note en délibéré dans une décision de justice ne peut être utilement invoquée que par la partie qui a produit cette note CE, 2 décembre 2015, n° 382641	n° 76 – janvier 2016
	Production postérieure à la clôture de l'instruction et office du juge CE, 20 janvier 2016, n° 365987	n° 77 – février 2016
	Régularité de la saisine de la commission des recours militaires conditionnée par l'existence d'une décision administrative préalable, y compris en matière indemnitaire CE, 25 janvier 2016, n° 387856	n° 78 – mars 2016
	Recevabilité d'un recours contre un message électronique à caractère impératif d'un directeur général d'administration centrale CE, 3 février 2016, n° 381203	
	Motif tiré du caractère réglementaire de la disposition en cause, substitué au motif tiré du défaut de caractère sérieux de la QPC CE, 15 février 2016, n° 392083	
Qualification d'une action indemnitaire et voie de recours CE, 26 février 2016, n° 386953		
Compétence du Conseil d'État pour connaître d'un recours dirigé contre un acte réglementaire pris par un directeur d'administration centrale CE, 9 mars 2016, n° 382868	n° 79 – avril 2016	
Une régularisation effectuée par courriel, sans signature électronique ou sans utiliser Télérecours, n'est pas suffisante au regard des exigences du code de justice administrative CE, 16 mars 2016, n° 389521		
Saisine d'une juridiction incompétente pour connaître d'une décision notifiée sans mention des voies et délais de recours et inopposabilité des délais de recours contentieux CE, 25 mars 2016, n° 387755		

Légistique et procédure contentieuse	<p>Un pourvoi ayant fait l'objet d'un début d'instruction devant une cour administrative d'appel avant d'être renvoyé au Conseil d'État échappe à la mise en œuvre de la procédure d'admission des pourvois en cassation CE, 4 avril 2016, n° 394900</p> <p>La détermination de la qualité de co-employeur d'une collectivité territoriale relève du juge administratif CCass, ch. soc., 6 avril 2016, n° 14-26.019</p> <p>Ordre de juridiction compétent pour connaître d'une demande, portant sur les modalités de calcul et de versement de la prime d'intéressement, formée par un agent public ayant la qualité d'inventeur ou de co-inventeur contre l'établissement public qui l'emploie TC, 11 avril 2016, n° 4049</p>	n° 80 – mai 2016
	<p>QPC : application du principe du contradictoire CE, 12 février 2016, n° 393700</p> <p>Un texte modifiant la répartition des compétences à l'intérieur de la juridiction administrative est d'application immédiate CE, 4 mars 2016, n° 389513</p> <p>Non transmission d'une QPC au Conseil Constitutionnel lorsqu'elle vise une loi antérieure à la Constitution dont les effets ont été définitivement produits avant l'entrée en vigueur de cette Constitution CE, 4 mai 2016, n° 395466</p> <p>A peine d'irrégularité, les parties doivent être informées des modifications du sens des conclusions du rapporteur public dans l'application Sagace CE, 4 mai 2016, n° 380548</p> <p>La recevabilité d'un référé-liberté n'est pas soumise à la condition de production de la décision dont la suspension de l'exécution est demandée ou à la justification de l'impossibilité de la produire CE, 4 mai 2016, n° 396332</p> <p>Articulation entre une question prioritaire de constitutionnalité et une question préjudicielle à la CJUE CE, 31 mai 2016, n° 393881</p>	n° 81 – juin 2016
	<p>Désistement du requérant et renvoi préjudiciel devant la CJUE CE, 16 mars 2016, n° 369417</p> <p>Un arrêté ministériel réglementaire n'est pas soumis à l'obligation de signature et de mention des prénom, nom et qualité de l'auteur CE, 1er juin 2016, n° 390956</p> <p>Injonction de réintégrer un agent illégalement évincé sur le même emploi et office du juge de l'exécution CE, 13 juin 2016, n° 396691</p> <p>Représentation d'un syndicat en justice CE, 27 juin 2016, n° 388758</p>	n° 82 – juillet 2016

Légistique et procédure contentieuse	<p>Le juge doit répondre à un moyen opérant y compris si le moyen en cause est irrecevable CE, 27 juin 2016, n° 386957</p> <p>Impossibilité de contester indéfiniment une décision individuelle notifiée sans indication des voies et délais de recours CE, 13 juillet 2016, n° 387763</p> <p>Moyen d'ordre public et régularisation de la requête CE, 13 juillet 2016, n° 388803</p>	n° 83 – septembre 2016
	<p>Office du juge et demande délai supplémentaire pour produire des observations CE, 19 septembre 2016, n° 383781</p> <p>La disposition législative prévoyant des mentions obligatoires pour les décisions écrites prises par les autorités administratives concernées, n'impose pas à celles-ci que toutes leurs décisions soient écrites CE, 12 octobre 2016, n° 395307</p> <p>La publication d'un acte réglementaire illégal fait courir le délai de prescription quadriennale de l'action en réparation du préjudice qu'un agent public a subi du fait de cet acte, sans que celui-ci ne puisse se prévaloir de l'absence de notification CE, 21 octobre 2016, n° 390426</p>	n° 85 – novembre 2016
	<p>Compétence de la juridiction administrative pour connaître d'une demande de protection fonctionnelle formée par le président d'un office public d'aménagement et de construction TC, 14 novembre 2016, n° 4070</p> <p>Le grief tiré de la méconnaissance de la procédure d'adoption d'une loi ne peut être invoqué à l'appui d'une QPC CE, 16 novembre 2016, n° 402744</p>	n° 86 – décembre 2016